Les jeunes de l'espace périurbain à l'épreuve des choix post-bac

Peri-urban students facing post-graduate choices

Jugendliche aus Stadtrandgebieten und die harte Wahl nach dem Abitur

Los jóvenes del espacio periurbano frente al desafío de las elecciones post-bachillerato

Catherine Didier-Fèvre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4242>

DOI : [10.4000/formationemploi.4242](https://doi.org/10.4000/formationemploi.4242)

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2014

Pagination : 27-48

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Catherine Didier-Fèvre, « Les jeunes de l'espace périurbain à l'épreuve des choix post-bac », *Formation emploi* [En ligne], 127 | juillet-septembre 2014, mis en ligne le 30 octobre 2014, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4242> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.4242>

Les jeunes de l'espace périurbain à l'épreuve des choix post-bac

CATHERINE DIDIER-FÈVRE

Agrégée d'histoire-géographie, doctorante en géographie, Paris Ouest Nanterre La Défense, LAVUE - Mosaïques UMR CNRS 7218

Résumé

■ Les jeunes de l'espace périurbain à l'épreuve des choix post-bac

Les jeunes qui vivent dans les espaces périurbains situés aux marges Est de l'Ile-de-France sont confrontés à des choix cruciaux à la fin de leur classe de terminale. S'ils veulent suivre des études supérieures, autres que celles qui sont proposées localement, ils vont devoir quitter l'espace où ils résident. Les différences en termes d'orientation par rapport aux jeunes qui vivent en ville ou dans l'espace à dominante rurale ne s'expliquent pas tant par la localisation résidentielle que par le milieu social et par les compétences mobilitaires.

Mots clés : jeune, mobilité géographique, orientation scolaire-professionnelle

Abstract

■ Peri-urban students facing post-graduate choices

In the peri-urban territories, around the Great Paris, in the East of the Bassin parisien, many high school students are supposed to move in to big cities if they want to follow high education curricula. If they don't choose the same way that urban and rural students, it seems that financial resources and capacities to move are central in their choice.

Keywords : young person, geographic mobility, school guidance & vocational guidance

Journal of Economic Literature: **I 29, R 10**

Traduction : *Auteur*

Les franges Est de l'aire urbaine parisienne connaissent actuellement de profondes mutations. La périurbanisation progresse, comme en témoigne la croissance démographique de 3 % par an affichée par de nombreuses communes depuis une dizaine d'années. C'est pour réaliser leur « *désir de vert* » (Urbain, 2002) et pour offrir à leurs enfants un environnement plus sain que les familles plébiscitent le périurbain (Dodier, 2012). Dans le contexte du vieillissement de la population, le périurbain se singularise, avec plus de trois jeunes pour deux personnes âgées¹ (Louargant et Roux, 2010). C'est donc bien l'espace de la jeunesse.

Dans les communes appartenant à l'aire urbaine de deux petites villes situées dans les espaces périurbains de l'agglomération parisienne (Sens et Montereau-Fault-Yonne) s'installent des familles appartenant à des milieux modestes ou aux classes moyennes² (Bosc, 2008). Elles ont quitté l'agglomération parisienne ou la petite ville (Donzelot, 2004) pour cet espace périurbain peu dense³ afin de pouvoir accéder à la propriété (Jaillet, 2004 ; Lambert, 2012 ; Debroux, 2013). Ces localisations résidentielles, éloignées des pôles urbains, ne jouent qu'un faible rôle dans la scolarisation des enfants, puisque les déplacements en car vers le collège ou le lycée de secteur⁴ sont organisés par les conseils généraux. En revanche, quand les jeunes s'apprêtent à devenir étudiants, les choses s'avèrent plus compliquées en raison d'une offre en transports en commun très réduite. Si le jeune ne veut pas se contenter de l'offre locale d'enseignement supérieur, très limitée, il doit élaborer un projet d'orientation qui prenne en compte l'éloignement de sa localisation résidentielle des pôles urbains universitaires que sont Paris, Orléans, Dijon⁵.

Aussi, il nous a paru intéressant de nous demander si la localisation résidentielle périurbaine des jeunes avait un impact sur leur avenir post-bac, si leur comportement post-bac était différent de celui des jeunes habitant les autres espaces, si on pouvait y voir le reflet d'un « *gradient d'urbanité* » (Lévy, 2013), notion montrant que plus on s'éloigne des centres des villes et moins l'urbanité (les spécificités, les points de vue, les réactions et les modes de pensée associés au fait de vivre en ville) y serait présente.

Pour questionner cette hypothèse, les particularités de la localisation résidentielle périurbaine de ces jeunes sont présentées. Puis, les vœux que ces jeunes ont émis sont examinés tant sur le plan des filières choisies que sur celui de la géographie qui va découler de ce choix, ainsi qu'au prisme des rapports garçons/filles. Enfin, ces vœux sont analysés et mis en relation avec des déterminants sociaux, à l'aune des données à notre disposition.

1. Nombre de jeunes de moins de 20 ans rapporté au nombre de personnes de 60 ans et plus en 2009 par commune.

2. Seuls 16 % des parents d'élèves des lycées de secteur se déclarent cadres ou appartenant aux professions intellectuelles supérieures (contre 18 % à l'échelle nationale pour l'ensemble de la population).

3. 46 habitants au km² dans l'Yonne (*Insee, Recensement de la population 2009*) contre 115 en France métropolitaine.

4. Entre 15 minutes et plus d'une heure de trajet entre les communes périurbaines et l'établissement scolaire.

5. Au départ de la gare de Sens, Paris est accessible en 55 minutes, Dijon en 2 heures. Orléans peut être rejoint en voiture en un peu plus d'une heure ; par le train, il est nécessaire de passer par Paris.

Encadré 1 : Présentation du territoire et de sa caractérisation

Le terme aire urbaine parisienne désigne, sur la carte du Zonage en aires urbaines (*), le pôle de Paris (grand pôle avec plus de 10 000 emplois) ainsi que les communes appartenant à la couronne des grands pôles et les communes multipolarisées des grands pôles. Ces deux dernières catégories, désignées dans ce texte sous le terme « d'espace périurbain », envoient plus de 40 % de leurs actifs travailler dans le grand pôle.

Sens (25 000 hab.), située dans le nord de l'Yonne, et Montereau-Fault-Yonne (17 000 hab.), en Seine-et-Marne dans l'aire urbaine parisienne, présentent un profil socio-professionnel similaire (Aire urbaine de Sens : cadres et professions supérieures : 6,1 % ; professions intermédiaires : 12,8 % ; employés : 16,2 % ; ouvriers : 16,5 % ; taux de chômage : 12,8 %, Insee, 2011).

(*) : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1374

Source : Insee, recensement de la population 2008

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/idf/themes/alapage/alap374/alap374.pdf

Encadré 1 (suite)

Un double jeu périurbain aux marges de l'Ile-de-France

Le territoire périurbain, désigné sous ce terme dans cet article, est composé des communes appartenant à la couronne des grands pôles (orange) (Marolles-sur-Seine, Nailly, Etigny, Gron, Villiers-Louis) et des communes multipolarisées des grands pôles (jaune) (Champigny-sur-Yonne, Chaumot, Vernoy, Les Bordes, Villeneuve-sur-Yonne, Pont-sur-Yonne), selon la nouvelle typologie mise en œuvre par l'INSEE en 2010. Il faut entendre par là les communes qui envoient au moins 40 % de leur population active dans un ou plusieurs grands pôles urbains. C'est une définition basée sur les mobilités qui a été retenue et non pas une définition morphologique.

L'urbain se caractérise désormais par le nombre d'emplois dont dispose une commune et non pas par le nombre d'habitants (2 000 habitants agglomérés retenus dans la définition de 1954). Le seuil de 10 000 emplois inscrit la commune en tant que grand pôle de l'espace urbain. En dessous de ce chiffre, les communes sont qualifiées de pôles moyens ou petits et s'inscrivent dans l'espace rural. S'ajoutent à ces pôles moyens ou petits des communes isolées (rural profond) et des communes multipolarisées qui ne sont pas dans l'aire d'attraction des grands pôles.

http://www.insee.fr/fr/insee_regions/idf/themes/alapage/alap374/alap374.pdf

Encadré 2 : Méthodologie

Cette étude s'appuie sur l'exploitation de la base de données dite APB (admission post-bac (*)) du lycée de Sens (**). Elle permet de connaître les vœux d'orientation formulés par les jeunes de classe terminale et les réponses apportées à leurs demandes par les établissements supérieurs, sans que nous disposions des choix définitifs opérés par les jeunes à l'issue de cette phase. Le jeune peut émettre une vingtaine de vœux très divers (université, Diplôme universitaire de technologie, Brevet de technicien supérieur, Classes préparatoires aux grandes écoles, école de commerce...) qu'il classe par ordre de préférence (***). A partir de cette première liste, les établissements de formation lui feront une proposition d'admission dans le courant du mois de juin, qui sera suivie d'autres phases d'offres dans le cas où aucun vœu ne serait exaucé (Jaggers, 2012).

Si cette base fournit beaucoup d'éléments (filière d'origine du jeune, sexe, lieu de résidence) en parallèle des vœux réalisés par les élèves, aucune information sur le milieu social des jeunes n'y est malheureusement présente. La base à notre disposition comporte les 2 043 vœux que les 321 élèves de terminale du lycée ont formulés lors de la première phase. Cette base a été constituée à partir des fichiers communiqués par les professeurs principaux des classes générales et technologiques. L'envoi de ces fichiers s'est fait début juillet et certains font défaut. Par exemple, nous ne disposons pas des fichiers des sections technologiques industrielles. Malgré tout, la base constituée permet de disposer d'un aperçu assez précis des vœux d'orientation des jeunes.

Pour pallier l'absence de données sociologiques, nous avons croisé l'exploitation de la base avec celle d'entretiens semi-directifs (50) menés parallèlement auprès d'élèves des lycées de Sens et de Montereau-Fault-Yonne, deux établissements au profil similaire. Les jeunes interrogés sont des adolescents volontaires qui ont consacré à l'auteur une heure à une heure et demie de leur temps libre au lycée. Le panel comporte davantage de filles que de garçons en raison des filières d'appartenance de ces jeunes.

Encadré 2 (suite)

Lors de l'entretien, trois grandes thématiques ont été abordées : la commune périurbaine habitée (description, ses avantages, ses inconvénients, sentiment d'appartenance à cette commune, mobilités résidentielles du jeune), les mobilités du jeune au cours de la semaine et du week-end passé (trajet domicile-lycée, déplacements pour des activités de loisirs, ressenti de ces moments de déplacement, évocation de mobilités désirées non assouvies) et la manière dont le jeune envisage son avenir (études projetées, exercice d'imagination de sa vie dans dix ans – métier, lieu, situation familiale –, le tout étant accompagné de justifications, exercice de prospective à dix ans du village périurbain habité).

Les entretiens mobilisés ne concernent pas exclusivement des élèves de terminale ; il nous a semblé intéressant de mobiliser des éléments tirés des conversations que nous avons eues avec des individus un peu plus jeunes. Même si pour des élèves plus jeunes, l'évocation de leur avenir demeure très floue, elle est porteuse de sens par les représentations (Dardel, 1990 ; Frémont, 1976 ; Debarbieux et Vanier, 2002) qu'elle véhicule. Certains ont déjà une idée très précise de ce qu'ils veulent faire plus tard. De plus, leur témoignage permet d'éclairer le contexte périurbain dans lequel ils vivent.

La combinaison de l'exploitation quantitative de la base APB à des éléments qualitatifs tirés des entretiens éclaire les choix post-bac opérés par les jeunes. Cependant, elle ne peut faire l'objet d'une appréciation statistique, l'information étant incomplète. Ceci constitue une limite non négligeable de l'étude présentée ici.

Par ailleurs, l'entrée géographique retenue pour exploiter la base APB ne permet pas de réaliser des comparaisons avec les résultats (tous espaces confondus) fournis par le rapport (IGEN, 2012) remis au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en octobre 2012, ou issus de travaux précédents (Perret, 2007 ; Froulliou, 2011).

Si l'exploitation de la base APB (tris à plats et tris croisés) a permis de faire ressortir, sous forme de graphiques, quelques tendances dans les choix d'orientation, des entretiens ont été prélevés des citations éclairant les choix constatés dans l'exploitation de la base.

(*) : APB : <http://www.admission-postbac.fr>

(**) : Lycée général, technologique et professionnel de plus 2 500 élèves, doté de sections Brevet de technicien supérieur dans le secteur tertiaire et industriel ainsi qu'un Greta, (Groupement d'établissement pour la formation continue). Cet établissement a un taux de réussite au baccalauréat (général et technologique 2013) de 84 %. 16 % des parents des élèves inscrits en sections générales et technologiques déclarent appartenir à une PCS (profession et catégorie sociale) supérieure.

(***) : Il aurait été intéressant de travailler sur l'ordre de ces vœux, des imprécisions nous ont fait écarter cette option. Toutefois, après vérification auprès des jeunes interviewés, le classement nous est apparu faussé dans un certain nombre de cas, les fichiers Excel qui nous ont été communiqués ne semblant pas normalisés.

11 L'année de terminale : l'heure de s'inventer un futur ailleurs

La classe de terminale vient clore un cycle d'éducation qui a pu être suivi localement. C'est le moment pour le jeune de faire, non seulement un choix d'études à suivre mais aussi de réfléchir à la localisation de cette formation et aux conséquences en termes de déplacements.

1.1. La fin des mobilités organisées

Jusque-là, la question de la localisation de la formation ne s'est pas posée pour un jeune résidant dans l'espace périurbain car les lycées d'enseignement secondaire maillent le territoire français. L'offre scolaire du terrain étudié est concentrée dans les pôles urbains de Sens et de Montereau-Fault-Yonne, distants de 5 à 35 km des communes périurbaines. De nombreuses lignes de ramassage scolaire sont mises en place par les conseils généraux (respectivement de l'Yonne et de la Seine-et-Marne) pour acheminer les élèves (habitant en dehors de l'agglomération) vers leur établissement scolaire (Didier-Fèvre, 2011 ; 2013)⁶.

Pourtant, les mobilités scolaires ne sont en rien exclusives des déplacements opérés ou désirés par les jeunes. Leur commune de résidence, située à l'extérieur de l'agglomération, est peu reliée au pôle urbain et offre bien souvent des services très limités. Les lycéens qui souhaitent pratiquer une activité périscolaire sportive ou culturelle sont contraints de recourir à leurs propres moyens de locomotion : scooter, « *parents taxis* » (Ascher, 1981), covoiturage, marche à pieds, auto-stop... (Rougé et Didier-Fèvre, 2013). Ils sont nombreux à renoncer à pratiquer des activités de loisirs à l'extérieur de leur commune en raison des difficultés d'organisation de leurs déplacements (Didier-Fèvre, 2008). Pour ceux qui persistent, leur appréhension du territoire est contrainte par ces déplacements compliqués et négociés avec leurs parents. Ces mobilités se font le plus souvent de manière accompagnée (Escaffre, Gambino et Rougé, 2007). A l'heure de la recherche de l'émancipation, le territoire périurbain peut être vu comme un obstacle à l'autonomie.

A défaut de pouvoir sortir de leur commune, les jeunes compensent ces mobilités désirées mais non réalisées par des déambulations entre jeunes dans le village périurbain ou dans le lotissement. C'est une manière de s'approprier l'espace – de faire territoire – tout en cherchant à passer le temps et éviter l'ennui. Ces pratiques ne témoignent pas forcément d'un attachement systématique à l'espace périurbain. Elles sont le résultat de compromis, d'une résignation. « *Je suis là, je suis là. On n'est pas dans un dessin animé. Y'a des hauts et des bas.* » Ainsi, s'exprime Charly (Champigny-sur-Yonne, 17 ans, 3 ans de résidence, première Sciences et Technologie de la Gestion) qui fait « *avec l'espace* » (Lussault, 2007,

6. Des transports scolaires (un aller-retour par jour avec le lycée de secteur) sont assurés par le conseil général (organisme départemental en charge des transports). 30 % des élèves scolarisés au lycée de Sens mettent plus de 46 minutes en car, pour se rendre au lycée chaque matin.

p. 146) à sa disposition malgré le peu d'attractivité qu'il lui trouve. Né en Guadeloupe, il a vécu en région parisienne, à la suite du divorce de ses parents, et désapprouve le choix résidentiel qu'a fait sa mère en s'installant à Champigny-sur-Yonne. Il regrette l'absence de bus et la seule présence d'une gare (desservie toutes les deux heures). Il hésite à se déplacer seul pour aller à Paris. *« Si je suis tout seul, j'hésite à y aller. Prendre le transport tout seul, c'est compliqué. Quand il faut changer de transport, c'est pas évident. Faut faire vite. Ça va assez vite. Quand on est tout seul, il y a personne pour nous aider. Je préfère rester chez moi. »* Le « chez-soi » est plus rassurant et, dans ce cas, le village devient territoire. D'autres se satisfont des aménités à leur disposition dans leur commune et les combinent avec leurs réseaux relationnels. Ainsi, Tony (16 ans, Marolles-sur-Seine, 16 ans de résidence, seconde) met en avant les avantages de sa localisation résidentielle et son ancrage à celle-ci (Didier-Fèvre, 2012) : *« C'est un petit village. Y'a beaucoup de jeunes. Y'a tout ce qu'il faut : épicerie, terrains de basket et de foot. On peut se baigner dans la Seine. Y'a un bar et une pizzeria, y'a tout ! Pas besoin d'aller à Montereau pour acheter un paquet de chips ! »* Malgré tout, il attend avec impatience d'avoir 18 ans et son permis de conduire *« car là, c'est la galère. Ma mère est malade. Elle n'aime pas trop que je lui demande de m'emmener. (...) Faut que je demande aux parents de mes copains de m'emmener, mais c'est compliqué. »* Une tension existe entre le lieu habité, qui peut être très apprécié, et des désirs de déplacement contrariés par des contraintes matérielles et financières (Mettetal et Didier-Fèvre, 2012).

1.2 L'heure d'un choix géographique

Dans ces conditions, l'élève de l'espace périurbain est confronté à des choix cruciaux à l'heure de son orientation post-baccalauréat. L'offre d'enseignement supérieur au niveau local est faible. Les deux petites villes proposent des BTS dans le domaine tertiaire et industriel⁷. La ville de Sens abrite une antenne de l'université de Bourgogne qui prépare uniquement à une licence professionnelle dans le secteur industriel. En choisissant de suivre d'autres types d'études, le jeune va devoir échafauder les conditions techniques de la réalisation de celles-ci : Comment s'y rendre ? Avec quels moyens ? La mise sur pieds de ce projet rend compte aussi de la motilité des jeunes⁸ (Kaufmann, 2002), c'est-à-dire du cap mental qu'ils ont à franchir pour élaborer ce projet de mobilité.

La question n'est pas aussi aigüe pour le jeune vivant en ville ou même dans une commune rurale. Dans ce dernier cas, il a souvent dû faire un choix plus précoce au moment de

7. BTS assistant manager, assistant de gestion PME-PMI, conception de produits industriels, Europlastics, systèmes numériques, conception de produits industriels au lycée de Sens, maintenance industrielle, industrie graphique, design graphique au lycée de Montereau-Fault-Yonne.

8. D'après le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, 2013, p. 696 : *« Ensemble des caractéristiques personnelles qui permettent de se déplacer, c'est à dire les capacités physiques, le revenu, les aspirations à la sédentarité ou à la mobilité, les conditions sociales d'accès aux systèmes techniques de transport et de télécommunications existants, les connaissances acquises comme la formation, le permis de conduire, l'anglais international pour voyager, etc. »*

son entrée au lycée : soit il désirait suivre des enseignements particuliers et a choisi d'être interne, soit, se refusant à quitter le domicile familial (pour des raisons diverses), il s'est contenté de l'offre locale et s'est inscrit dans l'établissement le plus proche du domicile parental (importance de l'enseignement agricole). Le jeune urbain, même si ses choix d'orientation doivent l'amener à aller suivre des études à Dijon ou Paris sait qu'il a à disposition une gare et qu'il pourra se déplacer plus facilement au départ du domicile parental. Des navettes quotidiennes vers un établissement supérieur parisien sont envisageables.

Pour le jeune de l'espace périurbain, les problématiques de déplacement sont plus aiguës puisqu'il doit prendre en compte à la fois la localisation résidentielle de ses parents et voir comment la combiner avec celle du lieu d'études. La question de l'hébergement sur le lieu d'études se pose aussi pour éviter les navettes. Si le jeune de l'espace rural est confronté aux mêmes problématiques, il a déjà expérimenté précocement ces mobilités et l'autonomie quand il est devenu lycéen.

L'enjeu de notre questionnement réside dans le fait de savoir si ces contraintes vont impacter les projets d'études post-bac des jeunes.

2 | Des choix post-bac sensiblement différents

La base APB du lycée de Sens permet de comparer les choix des jeunes des espaces périurbains à ceux des autres espaces. Ainsi, la localisation périurbaine et la pénurie de moyens de transport ne semblent pas avoir un fort impact sur les vœux formulés par les jeunes.

2.1 Des choix proches en termes de filières...

A défaut de disposer des données sociologiques, la base APB renseigne sur le lieu de résidence du jeune. Aussi, il nous a semblé intéressant d'examiner s'il existe un effet de lieu, comme l'a constaté Jean-Luc Roques (2004) en comparant deux petites villes du sud de la France.

Les vœux des jeunes périurbains sont sensiblement différents de ceux formulés par les élèves habitant l'espace urbain, mais il n'existe pas d'écart important. On observe quelques légères différences du côté des vœux de type Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et Brevet de technicien supérieur (BTS), c'est-à-dire des formations à recrutement limité. Les jeunes des espaces périurbains demandent davantage des BTS que les élèves urbains ou ruraux. En revanche, ils sont moins nombreux à envisager d'intégrer une Classe préparatoire aux grandes écoles.

Graphique 1 : Type de vœux formulés par les élèves selon leur origine géographique

Source : traitement de la base APB du lycée de Sens (2043 vœux pour 321 élèves)

Sigles : IUT : Institut universitaire de technologie ; CPGE : Classes préparatoires aux grandes écoles ; BTS : Brevet de technicien supérieur.

Note de lecture : Les jeunes des espaces périurbains demandent moins (9 %) à suivre une Classe préparatoire aux grandes écoles que les jeunes habitant les espaces urbains (14 %).

2.2... mais des vœux géographiques qui divergent

Si les filières demandées par les jeunes des espaces périurbains ne sont pas très différentes de celles demandées par les autres jeunes, la localisation géographique de ces vœux mérite qu'on s'y arrête.

Des tendances communes à tous les espaces peuvent être dégagées. Deux espaces majeurs rassemblent la majorité des vœux formulés : l'académie de Dijon et la région parisienne (Paris compris).

Le poids de l'académie de Dijon est renforcé par le fait que les élèves du lycée de Sens sont prioritaires⁹ dans les formations qui y sont dispensées. Toutefois, Dijon se trouvant à plus de deux heures de train de Sens, certains élèves s'imaginent un futur parisien et vont tout faire pour passer outre ce déterminisme régional. Pour cela, le jeune doit postuler auprès de nombreux établissements pour compenser le fait qu'il n'est pas prioritaire en dehors

9. S'il est possible de postuler à des formations situées en dehors de son académie d'origine, la base APB du ministère de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur privilégie les affectations des jeunes dans les établissements supérieurs de l'académie de secteur et leur réserve d'office des places. Obtenir une place en dehors de son académie de secteur exige un dossier scolaire solide.

de son académie d'origine. Disposer d'un très bon dossier scolaire facilite l'accès à un établissement francilien. Quand ce n'est pas le cas, les jeunes qui souhaitent intégrer l'académie de Paris se tournent vers des formations qui n'existent pas dans leur région d'origine ou vers des établissements peu cotés (ou qu'ils estiment peu cotés). Cette première affectation obtenue, ils espèrent ensuite se diriger vers la licence qu'ils n'avaient pu intégrer à la fin de leur année de terminale : « *Moi, ce que je voulais, c'est être sur Paris. Aussi, j'ai demandé la licence Cinéma mais aussi une licence en Lettres Modernes Appliquées qui est facile à avoir. J'ai pas été prise en licence Cinéma mais l'année prochaine, je serai prioritaire car je suis inscrite dans l'Académie.* » (Nora, 19 ans, Nailly, 5 ans de résidence, ancienne élève de terminale littéraire). Certains voient ainsi cette année comme une année de transition pour élaborer un véritable projet d'orientation. Paris exerce une fascination chez les jeunes et témoigne du faible sentiment d'appartenance à la région Bourgogne des habitants du nord de l'Yonne¹⁰. Ce n'est pas tant la « réputation » de ces écoles qui les attire qu'une préférence, en tant qu'habitants du Bassin parisien, pour la capitale. Faire ses études à Paris ou en Ile-de-France permet d'être identifié comme « parisien » et non comme « bourguignon ».

L'importance de Paris et des deux académies franciliennes s'explique aussi par leur proximité géographique. Sens et Montereau-Fault-Yonne sont facilement reliées à Paris par le train en une heure. Toutefois, s'il est envisageable de faire les navettes quotidiennes entre un petit pôle urbain et l'agglomération parisienne (Sens-Paris ou Montereau-Paris), c'est beaucoup plus difficile d'envisager ce type de déplacements quand un jeune habite dans une commune périphérique de Sens ou de Montereau. Le temps de trajet jusqu'à la gare doit être pris en compte et cela rallonge considérablement le temps de transport quotidien. Dans le cas d'une affectation dans un établissement supérieur parisien, s'il veut réussir ses études, le jeune de l'espace périurbain doit avoir un logement à sa disposition. Aussi, les élèves nés en Ile-de-France, et qui ont gardé des contacts avec cette région, mettent à profit famille et amis afin d'être hébergés. Ainsi, Jossia (Chaumont, 18 ans, 3 ans de résidence, 1^{ère} Sciences et Technologie de la Gestion), qui envisage de vivre aux Etats-Unis dans le futur, veut faire ses études à l'IUT de Villetaneuse (lieu où habite sa grand-mère) en Carrières juridiques : « *Avec ce DUT, je peux travailler à l'étranger, y compris aux Etats-Unis. A la base, je veux être avocate.* » La localisation résidentielle de son aïeule lui permet d'avoir accès aux études qu'elle souhaite entreprendre, tout en bénéficiant d'un hébergement gratuit. Dans le cas où le jeune n'a pas cette possibilité, il faut que ses parents puissent prendre en charge un loyer. C'est pourquoi nombreux sont les jeunes périurbains à privilégier l'université de secteur car, comparé à Paris, le coût du logement à Dijon est moindre. Pour les élèves qui ne sont pas boursiers et donc non prioritaires pour louer

10. Des « sondages » réalisés à l'occasion d'une leçon sur la région ou d'un débat sur le redécoupage régional, dans des classes de troisième (collège du périurbain sénonais) ou de seconde (Lycée de Sens) font en effet apparaître un très faible sentiment d'appartenance à la région Bourgogne.

une chambre en cité universitaire, il est envisageable de trouver un studio à Dijon autour de 250 €/mois, quand le même type de logement avoisine davantage 500/600 € à Paris. Aussi, même s'il faut deux heures par le train pour se rendre à Dijon (225 km), cette solution semble souvent la plus adaptée sur le plan économique, surtout si une colocation avec des amis de leur classe d'origine est envisageable (Moreau, Pecqueur, Droniou, 2009). Le coût de l'hébergement explique ainsi la plus faible attirance pour la région parisienne des adolescents vivant dans les espaces périurbains.

La catégorie *Autres académies limitrophes de celle de Dijon* désigne un espace très divers, situé dans un grand quart nord-est. Les distances peuvent être importantes entre le lieu d'origine du jeune et le lieu de formation. Ainsi, Sens et Lyon sont distantes de 378 km, soit plus de quatre heures, puisque la liaison ferroviaire n'est pas directe. En revanche, l'université d'Orléans peut être envisagée dans le projet d'études des jeunes habitant des espaces périurbains limitrophes du Loiret. Ainsi, Amandine (17 ans, Vernoy, 17 ans de résidence, terminale Littéraire) a demandé à entrer en première année de licence d'Histoire à Orléans plutôt qu'à Dijon. Elle n'a pas été séduite par l'université de Bourgogne lors de la visite qu'elle a faite avec son lycée en décembre. « *J'ai trouvé ça moche et en plus y'avait de la neige !* » Elle est rentrée dépitée de cette journée et s'en est ouvert à ses parents qui ont mobilisé leur réseau de connaissances professionnelles. Ils ont ainsi appris que les enfants de leurs collègues suivaient des études à Orléans et en étaient contents. Amandine et ses parents se sont rendus sur place. La jeune fille a été séduite. Cette solution alliait deux avantages : « *C'est un beau bâtiment, ça donne envie d'étudier* » et « *C'est pas loin de chez moi* ». Ses parents lui louent un appartement pour 430 € par mois et Amandine prend le bus à Courtenay (Loiret) pour aller à Orléans, pour 1,90 €. Ses parents l'emmènent à l'arrêt de car.

La catégorie *Académie non limitrophe à celle de Dijon* est, elle aussi, très variée. Il faut chercher dans l'histoire du jeune une attirance particulière pour ces espaces, à moins qu'une formation les y attire. Baptiste (Etigny, 19 ans, 19 ans de résidence, terminale littéraire) a postulé pour l'Ecole des Beaux Arts de Rouen en raison de son prestige. Des motifs sentimentaux peuvent aussi prévaloir dans les choix réalisés. Le jeune veut rejoindre un de ses parents ou un(e) petit(e) ami(e). Ainsi, Mathilde (Gron, 19 ans, 10 ans de résidence, terminale littéraire) a demandé à s'inscrire à la faculté de psychologie de Clermont-Ferrand afin de se rapprocher de son petit ami, ouvrier à Brive-la-Gaillarde. La distance entre le lieu d'études et le petit ami demeure encore importante : 180 km. C'est un compromis par rapport à la situation précédente (une distance de 500 km les séparait).

Graphique 2 : Type de vœux géographiques formulés par les élèves selon leur commune d'appartenance

Source : traitement de la base APB du lycée de Sens.

Note de lecture : Les jeunes des espaces périurbains demandent davantage (35 %) à aller étudier dans l'académie de Dijon que les jeunes urbains (27 %) ou ruraux (28 %).

Les vœux des jeunes des espaces périurbains sont motivés par des facteurs très divers. Ils sont le résultat d'un compromis entre proximité géographique, coût du logement et des transports, opportunités d'hébergement, sans oublier certaines formations qui les attirent, même s'ils sont moins nombreux que ceux des autres espaces à postuler pour des Classes préparatoires aux grandes écoles. Enfin, un croisement de ces données avec le sexe des élèves apporte des éléments de réflexion sur les projets post-bac des jeunes des espaces périurbains.

2.3 Une orientation différenciée selon le sexe ?

Les jeunes des espaces périurbains, comme ceux des autres espaces, ne formulent pas les mêmes vœux géographiques en fonction de leur sexe d'appartenance (Vouillot, 2007).

Les garçons de l'espace périurbain font d'abord des vœux dans l'académie de Dijon, les vœux formulés pour la région parisienne arrivant en seconde position, alors que pour tous les autres espaces et profils sexués, la région parisienne constitue la première zone géographique demandée.

Le poids de la région parisienne est très prégnant chez les jeunes urbains, quel que soit leur sexe. Pour qui habite l'agglomération de Sens, il est envisageable de réaliser les allers/

retours quotidiens par le train entre le domicile et le lieu de formation. Cette éventualité peut expliquer la préférence marquée pour Paris et sa région. De manière générale, la forte attraction que Paris et ses académies limitrophes exercent sur eux se lit dans les vœux des jeunes de tous espaces. Indéniablement, l'aire d'influence parisienne s'étend bien dans le nord de l'Yonne comme dans les villes situées à une heure de train de Paris. Elle fait fi des frontières administratives. Toutefois, l'académie de secteur arrive en seconde position, dans tous les cas de figure.

Graphique 3 : Type de vœux géographiques formulés par les élèves selon leur commune d'appartenance et leur sexe

Source : traitement de la base APB du lycée de Sens.

Note de lecture : Les filles des espaces périurbains demandent moins (32 %) que les garçons (39 %) de ces espaces des formations dans l'académie de Dijon. En revanche, le rapport s'inverse pour les formations situées en région parisienne (38 % pour les filles contre 28 % pour les garçons).

Ainsi, les jeunes des espaces périurbains, même s'ils doivent tenir compte de facteurs géographiques propres à l'espace qu'ils habitent, n'ont pas de projets d'orientation post-bac si différents de ceux des élèves habitant la ville ou la campagne. Il n'y a pas de net effet de genre dans l'élaboration de ces projets. En revanche, c'est la prise en compte de la réalisation opérationnelle de ce projet qui les amène à se diriger vers des lieux de formation différents de ceux des autres jeunes.

3 | Construire son avenir : entre pragmatisme et bon sens

3.1 La filière d'origine : un rôle déterminant dans les choix géographiques

Un examen des types de vœux géographiques fait apparaître des différences non négligeables en fonction de la filière dont l'élève est issu. La place des vœux en faveur de la région parisienne est très importante dans les deux filières générales ES (Économie et Social) et L (Littéraire). Les élèves de ces deux filières demandent moins que les autres des formations dans l'académie de Dijon. Il est vrai que seule la capitale de région, Dijon, propose des enseignements d'excellence dans le domaine économique et littéraire avec une CPGE (45 places dans chaque classe). Aussi, la proximité de Paris incite les élèves du bassin de Sens à postuler pour des formations littéraires et économiques : CPGE, licence spécialisée,... Pour faire ce que l'on aime, il est donc nécessaire de se tourner vers la région parisienne. Le même constat vaut pour les élèves de la filière STL (Sciences et Techniques de Laboratoire). L'offre est plus alléchante en région parisienne que dans l'académie de Dijon.

De même, nombreux sont ceux qui, désirant suivre une licence proposée par l'académie de Dijon et en région parisienne, postulent à la fois en Ile-de-France et en Bourgogne. C'est une manière de tester son dossier et de pouvoir dire « *J'étais prise à Paris mais j'ai choisi Dijon* » (Nina, Villiers-Louis, 17 ans, terminale L). Il s'agit d'un choix délibéré et non par défaut, lié au fait d'être prioritaire dans son académie de secteur.

A l'inverse, les élèves de la filière S (Scientifique) demandent davantage des formations dispensées dans l'académie de secteur. Une explication est, sans doute, à chercher au niveau de l'offre de formation présente dans l'académie de Dijon. Les CPGE scientifiques (type écoles d'ingénieur) sont beaucoup plus nombreuses que les CPGE économiques et littéraires en Bourgogne. De même, la région Bourgogne dispose de nombreuses formations dans le domaine industriel en raison du tissu industriel présent. En témoigne l'exemple de l'IUT du Creusot qui a été créé dans les années 1990, en partenariat avec l'entreprise AREVA. De même, la région Bourgogne propose de nombreux BTSA (Brevet de technicien supérieur agricole) dans le domaine de la biologie qui peuvent attirer des jeunes titulaires d'un baccalauréat scientifique. En effet, la région Bourgogne est une grande région agricole et surtout viticole (la Côte d'Or) en forte demande de techniciens qualifiés.

Les élèves de terminale STG (Sciences et Technologie de la Gestion) sont les plus nombreux à postuler pour des formations situées dans l'académie de Dijon. L'analyse détaillée des lieux de formation fait apparaître l'importance du département de l'Yonne. Les BTS proposés à Sens, à Auxerre, sont davantage demandés par les élèves de terminale STG car ils sont spécialisés dans le domaine des services ou de la gestion.

Graphique 4 : Type de vœux géographiques selon la filière d'origine de l'élève

Source : traitement de la base APB du lycée de Sens.

Sigles : ES : Economie et social ; STG : sciences et technologies de la gestion ; STL : sciences et techniques de laboratoire. L : littéraire ; S : scientifique.

Note de lecture : Les élèves de terminale ES postulent à 52 % pour des formations situées en région parisienne. L'académie de Dijon ne concerne que 33 % des vœux qu'ils ont émis.

3.2 Garçons/filles : l'impact des filières d'origine sur les projets d'orientation et leur localisation

Il a semblé pertinent de confronter les enseignements généraux tirés de l'analyse des filières de baccalauréat suivies par les jeunes à la fréquentation de ces filières par les élèves habitant les espaces périurbains. Ces derniers sont davantage présents dans des filières technologiques (STG, STL) que dans les filières générales, même s'ils y occupent une part importante. Cette répartition éclaire les choix géographiques qui ont pu être faits dans la base post-bac. Il aurait été intéressant de voir si le choix initial de filière (à la fin de la classe de seconde) constitue une particularité périurbaine, qui rendrait compte des contraintes spatiales vécues par les jeunes. Au stade de notre étude, nous ne disposons pas d'éléments permettant de répondre à cette interrogation (**tableau 1.**)

Tableau 1 : Répartition par filière des élèves habitant les espaces périurbains (en %)

ES	43
L	50
S	47
STG	54
STL	69

Sigles : ES (Economie et Social), L (Littéraire), S (Scientifique), STG (Sciences et Techniques de la Gestion), STL (Sciences et Technologie de Laboratoire).
Source : base élèves du Lycée de Sens.

Mais c’est surtout du côté du *sex-ratio* (proportion relative des sexes dans une population) qu’il faut chercher des explications au différentiel de vœux géographiques entre garçons et filles vivant dans les espaces périurbains (**graphique 3**). Si les filles souhaitent se diriger davantage vers des formations présentes en région parisienne, c’est qu’elles constituent l’essentiel des effectifs des filières ES, L et STL, pour lesquelles l’offre de formation en Bourgogne est limitée. En revanche, l’attraction des garçons pour l’académie de Dijon s’explique par le fait qu’ils sont plus nombreux que les filles à avoir suivi un cursus scientifique. Ils trouvent dans leur académie de secteur une offre en adéquation avec la formation au baccalauréat qu’ils ont suivie. Ce qui se joue au moment de l’orientation post-bac s’inscrit dans la continuité des choix de filières qui ont été opérés au lycée. Certaines spécialités demeurent encore très genrées (L, STL, STG, S) et elles impactent les choix opérés à la fin de la classe de terminale. (**tableau 2**)

Tableau 2 : Sex ratio des filières des élèves habitant les espaces périurbains (en %)

	Filles	Garçons
ES	60	40
L	80	20
S	38	62
STG	69	31
STL	75	25

Source : base élèves du Lycée de Sens.
Sigles : ES (Economie et Social), L (Littéraire), S (Scientifique), STG (Sciences et Techniques de la Gestion), STL (Sciences et Technologie de Laboratoire).
Note de lecture : 60 % des élèves de filière ES sont des filles.

3.3 Des moyens financiers centraux dans l’élaboration du projet d’orientation

Les différents éléments évoqués plus haut sont aussi à croiser avec les moyens financiers des élèves et de leurs parents. La base APB ne fournit pas de renseignements sur le milieu social des familles. Toutefois, les travaux de Baptiste Coulmont (2011, 2013) et de Sophie Orange (2013) ont montré que le recrutement des élèves dans les différentes filières du

baccalauréat était marqué socialement. Les entretiens menés permettent aussi de comprendre les choix d'orientation opérés par les jeunes.

Les élèves de STG sont généralement issus de milieux plus modestes, sans pour autant être boursiers. Aller faire des études loin de chez eux exige que leurs parents puissent prendre en charge leurs transports et leurs frais d'hébergement. Si le BTS qu'ils visent existe au niveau local, ils n'auront pas besoin de quitter l'académie. Ils ne changeront rien à leurs habitudes et continueront à venir au lycée comme lorsqu'ils étaient lycéens. Ce motif est souvent évoqué par les jeunes inscrits en BTS, issus de la filière STG ou d'une autre filière. Ainsi Déborah (étudiante de première année de BTS Assistante de gestion des PME-PMI, 18 ans, Les Bordes, 10 ans de résidence), diplômée du baccalauréat ES, a choisi de s'inscrire au lycée de Sens en BTS afin de ne pas avoir à partir. Ce BTS ne l'attirait pas particulièrement mais c'est la localisation géographique qui a été déterminante dans sa décision. Elle met en avant les contraintes financières qui pèsent sur ses parents, lesquels ont acheté une maison à rénover aux Bordes, au début de l'année 2012. Les quatre enfants participent aux travaux de rénovation qui visent à rendre plus confortable le logement et à alléger le poids d'un crédit immobilier. Cet argument objectif convoqué est à mettre en relation avec un positionnement subjectif qu'elle a plus de mal à formuler. *« Je ne suis pas autonome. Je ne sais pas me débrouiller. Je ne me voyais pas à Dijon dans un appartement à devoir tout gérer. J'ai peur. Je suis assez timide. »* L'argument financier vient ici, pour une bonne part, masquer le sentiment de peur par rapport à l'Ailleurs.

Déborah étant boursière, elle aurait pu obtenir une chambre dans une cité universitaire si elle avait désiré partir. Elle n'en avait tout simplement pas envie. Ainsi, en dehors de la fréquentation du lycée avec une prise en charge des trajets par l'instance départementale, les jeunes des espaces périurbains sont peu autonomes au niveau de leur déplacement. Cette faible autonomie semble ici jouer un rôle chez certains élèves. Déborah avoue qu'elle n'a jamais pris le train toute seule et qu'elle ne sort pas en dehors des déplacements qu'elle réalise avec ses parents. Partir faire des études ailleurs lui aurait demandé de prendre énormément sur elle. Une formation existe sur place, elle s'y inscrit. Ce *« supérieur de continuité, de proximité et de familiarité »* (Orange, 2009) lui permet de répondre à son besoin de qualifications post-bac sans remise en cause de ses habitudes.

Pour ceux qui souhaitent suivre une formation en région parisienne sans disposer d'un réseau familial sur lequel s'appuyer, il est nécessaire de prendre en compte l'aspect financier lié à ce choix. Marianne (Villeneuve-sur-Yonne, 16 ans, terminale L) a ainsi formulé douze vœux en CPGE Lettres (six dont un vœu pour le lycée Carnot de Dijon) et en licence dans des établissements parisiens. Elle sait qu'elle peut compter sur sa mère (graphiste free lance) et son grand-père (chef d'entreprise à la retraite) pour financer son hébergement parisien. Finalement, c'est son cinquième vœu qui a été réalisé : le lycée Fénelon à Paris, mais sans internat. Sa famille doit donc lui trouver une chambre dans un foyer ou un studio afin qu'elle puisse suivre les cours de CPGE. La charge financière pour les parents est forte. La mère de Marianne évalue, en septembre 2012, à 1200 €

par mois le budget nécessaire aux études en CPGE de sa fille : loyer et pension dans un foyer d'hébergement parisien, transports hebdomadaires dans l'agglomération parisienne et aussi pour permettre à Marianne de rentrer le week-end, frais d'inscription, abonnement au théâtre... Marianne est habituée à se déplacer, y compris toute seule. Ainsi, c'est à Beaubourg, à la bibliothèque du Centre National d'Art Contemporain, et en visitant de nouveau l'exposition Richter, qu'elle a révisé son baccalauréat L, enseignement de spécialité Histoire des Arts. Un monde la sépare de Déborah et de bien d'autres.

Les moyens mis à disposition par les parents, en termes d'aides financières comme de capital culturel dans la connaissance des cursus à suivre et des établissements les mieux cotés (Beaud, 2008, Erlich et Verlet, 2010), sont essentiels. Ils contribuent à renforcer l'attractivité de certaines formations dans le cadre d'un effet de sociabilité et/ou de reproduction des modèles parentaux (Bourdieu et Passeron, 1964). Malgré tout, le déterminisme social n'est pas total. Pour Emmanuel (Pont-sur-Yonne, 23 ans, 23 ans de résidence), issu d'une famille modeste, à aucun moment la mobilité n'a été un obstacle. Pourtant, son cursus universitaire a été chaotique : deux classes de seconde générale, une année de BEP (brevet d'études professionnelles) comptabilité, un bac professionnel comptabilité obtenu en lycée professionnel avec félicitations du jury, une première année à l'université en LEA (langues étrangères appliquées), trois années en licence de géographie, diplôme obtenu avec succès. Ce jeune a élaboré des stratégies pour pouvoir suivre des études supérieures sans grands moyens financiers. Sa bourse lui permet de payer la carte imagin'R (Carte de transports collectifs, réservée aux jeunes, utilisable en Ile-de-France). Il se rend à la gare de Montereau-Fault-Yonne en voiture (son père, travaillant à Montereau, le déposait jusqu'à ce qu'Emmanuel obtienne le permis et s'achète une voiture avec l'argent qu'il a gagné en travaillant pendant les vacances d'été). Il a ainsi pu suivre des cours à l'université de Nanterre au prix de longs déplacements quotidiens. Ce mode de vie lui convient. « *Les copains de la fac disent que je suis complètement cinglé ! (...) Mais moi, j'aime voyager. J'aime être dans le train.* »

La filière d'origine et le milieu social des jeunes constituent des éléments structurants pour expliquer le différentiel garçons/filles qui apparaît dans les choix des jeunes habitant les espaces périurbains.

Conclusion

A l'heure des choix post-bac, l'essentiel des élèves ont intégré la nécessité de poursuivre des études (Mazzari, Meyer, Rouaud, Rick, Winicki, 2011 ; Bonnet-Fave, 2012) dans une optique d'insertion. Rendre compte des représentations des jeunes sur ces formations comme sur les espaces où celles-ci se déroulent est d'autant plus difficile que la jeunesse demeure un âge difficile à appréhender pour les chercheurs. Age à part dans la vie d'un individu, c'est le moment où l'identité de l'adolescent est en construction (Erickson, 1950 ; Marcia, 1966) et celle-ci passe par l'apprentissage de l'autonomie. C'est un âge où les cadres se desserrent et le champ des possibles s'ouvre aux jeunes.

Pour ceux qui vivent dans des communes périurbaines, devenir autonome est plus compliqué, puisque les moyens de transport mis à leur disposition sont rares, voire inexistants en dehors de ceux dédiés aux transports scolaires. Les occasions de se débrouiller seul sont rares. Aussi, au moment de l'orientation, les jeunes doivent faire des choix. Nombreuses sont les formations qui nécessitent de quitter le territoire périurbain, rares sont celles qui sont offertes sur place.

L'exploitation de la base APB (Admission Post-Bac) du lycée de Sens à notre disposition nous a paru opportune ; il s'agissait non seulement de comprendre les désirs d'avenir des jeunes mais aussi d'examiner l'impact du gradient d'urbanité de ces espaces périphériques sur les projets d'études des jeunes. Cette notion, développée par Jacques Lévy, montre que plus on s'éloigne des centres des villes et moins l'urbanité – les spécificités, les points de vue, les réactions et les modes de pensée associés au fait de vivre en ville – y serait présente.

Jusque-là, ce genre d'analyse retenant l'entrée périurbaine n'a pas été menée ; seules des études générales sur le recrutement des étudiants inscrits à l'université ont été réalisées. Si le comportement des jeunes périurbains, en termes d'orientation, est sensiblement différent de celui des jeunes qui vivent en ville ou dans l'espace à dominante rurale, ces différences sont à mettre en relation avec les filières de baccalauréat suivies par les jeunes périurbains. Le poids des filières d'origine dont sont issus les jeunes est central pour comprendre les choix d'orientation des élèves de terminale. Or, ces choix de filière sont marqués socialement, comme cela transparait dans les entretiens menés (*cf.* tableau en annexe sur la version électronique du numéro).

La localisation résidentielle périurbaine ne constitue donc pas un obstacle à la poursuite d'études. Le gradient d'urbanité, mettant en accusation les caractéristiques morphologiques des espaces périurbains, n'explique pas seul les choix d'orientation. Le milieu social d'appartenance du jeune apparaît comme déterminant dans le choix des filières du bac opéré et puis dans les études projetées, comme l'ont montré les entretiens mobilisés. Mais au-delà de la simple prise en compte des ressources financières, les compétences mobilitaires¹¹ des jeunes sont centrales dans l'élaboration de leur projet d'études. Et si les ressources financières viennent à manquer, le recours à des prêts étudiants est souvent envisagé. Il semble donc que ce ne soit pas tant la caractéristique géographique des espaces périurbains qui importe que la capacité de ces jeunes à passer un cap mental pour s'extraire d'un milieu géographique. Une affaire de motilité (Kaufmann V., Jemelin C., 2004) plutôt que de déterminants spatiaux ou même sociaux !

11. Habités à combiner les modes de transports, ayant depuis l'enfance découvert d'autres lieux dans le cadre de vacances familiales ou de colonies de vacances, ils possèdent les codes pour se déplacer.

■ Bibliographie

- Ascher F. (dir.) (1983), *Loisirs et mobilité*, Paris, Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
- Beaud S. (2008), « Enseignement supérieur : la démocratisation scolaire en panne », in *Formation Emploi*, 101, pp. 149-165.
- Bonnet-Fave M.-F. (2012), « Des étudiants en quête d'avenir » in *Formation Emploi*, 117, pp. 111-115.
- Bost S. (2008), *Sociologie des classes moyennes*, La Découverte, Paris, 122 p.
- Bourdieu P. et Passeron J.-C. (1964), *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Les éditions de Minuit, Paris, 192 p.
- Coulmont B. (2011), *Sociologie des prénoms*, La Découverte, Paris, 125 p.
- Coulmont B. (2013), *Série de prénom*, <http://coulmont.com/blog/2013/03/30/seriesdeprenoms/>
- Dardel E. (1990), *L'homme et la Terre*, CTHS, Paris, 199 p.
- Debarbieux B. et Vanier M. (2002), *Ces territorialités qui se dessinent*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 272 p.
- Debroux J. (2013), « Pourquoi s'installer en périurbain ? Une explication par les trajectoires sociale », in *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/Pourquoi-s-installer-en-periurbain.html>
- Didier-Fèvre C (2008), « Le « ujet d'étude dans les nouveaux programmes de 1ère STG » in *Enseigner la géographie aujourd'hui. Cahiers Pédagogiques*, n° 460, pp. 43-45.
- Didier-Fèvre C. (2011), *Etre jeune dans le périurbain de Sens. Quelles mobilités pour les élèves du Lycée Janot ?* Mémoire de Master Recherche 2 Géographie et Aménagement, sous la direction de Monique Poulot, Paris Ouest Nanterre La Défense, 229 p.
- Didier-Fèvre C (2012), « L'ancrage des jeunes périurbains dans leur territoire de vie », communication au 49e colloque de l'Association de Science Régionale de Langue française, Belfort, 12 p. http://thema.univ-fcomte.fr/2012.asrdlf_com/envoitextefinal/auteur/textedef/98.pdf
- Didier-Fèvre C. (2013), "Young commuters in the peri-urban environment: Are they specific users of public transportation?" in *Proceedings of the 1st EURUFU Scientific Conference : Transport and mobility in rural areas*. Berichte des Instituts Verkehr und Raum. Band 14, pp. 35-44.
- Dodier R. (2012), *Habiter les espaces périurbains*, PUR, Rennes, 219 p.

- Donzelot J. (2004), « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification » *in Esprit*, n° 303, pp. 14-39.
- Erickson E. (1950), *Childhood and society*, Norton, New York.
- Erlich V. et Verley E. (2010), « Une relecture sociologique des parcours des étudiants français : entre segmentation et professionnalisation », *in Education et Sociétés*, n° 26/2, pp. 71-88.
- Escaffre F., Gambino M. et Rougé L. (2007), « Les jeunes dans les espaces de faible densité : d'une expérience de l'autonomie au risque de la « captivité » », *Sociétés et jeunesses en difficulté*, n° 4 |, <http://sejed.revues.org/index1383.html>
- Frémont A. (1976), *La région, espace vécu*, Flammarion, Paris, 223 p.
- Frouillou F. (2011), *Ségrégation socio-spatiale et Universités en Île-de-France. Entre hiérarchisation des établissements et bénéfices de la proximité*, sous la direction de Fol S. et de Le Goix R., Mémoire de M2R, 2ème prix du 21ème Concours de l'Observatoire de la Vie Etudiante (2012).
- IGEN (2012), *Analyse de l'orientation et des poursuites d'études des lycéens à partir de la procédure admission post-bac*. Rapport remis au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. <http://www.education.gouv.fr/cid66877/analyse-de-l-orientation-et-des-poursuites-d-etudes-des-lyceens-a-partir-de-la-procedure-admission-post-bac.html>
- Jaggers C. (2012), « Les nouveaux bacheliers inscrits en licence à la rentrée 2011 », *La note d'information*. Enseignement supérieur et Recherche, juillet 2012. http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2012/79/4/NI_12_07_def_v2_219794.pdf
- Jaillet M.-C. (2004), « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *in Esprit*, n° 303, p. 40-62.
- Kaufmann V. (2002), *Re-thinking mobility*, Burlington, Ashgate.
- Kaufmann V., Jemelin C. (2004), « La motilité, une forme de capital permettant d'éviter les irréversibilités socio-spatiales », Communication au colloque « Espaces et sociétés aujourd'hui. La géographie sociale dans les sciences et dans l'action », Rennes, 21-22 octobre 2004, 10 p. <http://eso.cnrs.fr/spip.php?article324>
- Lambert A (2012), *Tous propriétaires ! Politiques urbaines et parcours d'accédants dans les lotissements périurbains (des années 1970 à 2010)*, thèse de doctorat en sociologie, École des hautes études en sciences sociales.
- Lévy J. (2013), *Réinventer la France. Trente cartes pour une nouvelle géographie*, Fayard, Paris, 245 p.
- Lévy J. et Lussault M. (2013), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 1127 p.

-
- Louargant S. et Roux E. (2010), « Futurs périurbains : de la controverse à la prospective », in *Prospective périurbaine et autres fabriques de territoires. Territoires 2040*. DATAR, pp. 33-51.
- Lussault M. (2007), *L'homme spatial*. Seuil, Paris, 363 p.
- Marcia J.E. (1966), "Development and validation of ego-identity status", in *Journal of Personality and Social Psychology*, 3, pp. 551-558.
- Mazzari Z., Meyer V., Rouaud P., Rick F., Winicki P. (2011), « Le diplôme, un atout gagnant pour les jeunes face à la crise », in *Céreq-Bref*, n° 283. http://ode.u-bourgogne.fr/images/stories/composante/Documents/CEREQ/cereq_diplome.pdf
- Mettetal L. et Didier-Fèvre C. (2012), « Portraits et regards de jeunes sur la ville. » in *La jeunesse, fabrique du futur. Les cahiers de l'IAU* (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile de France), n° 164, pp. 101-104. <http://www.iau-idf.fr/detail/etude/la-jeunesse-fabrique-du-futur.html>
- Moreau C., Pecqueur C., Droniou G. (2009), *Etudier et habiter. Sociologie du logement étudiant*. PUCA. http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/activites/Etudier_habiter_LARES.pdf
- Orange S. (2009), « Un petit supérieur, pratiques d'orientation en section de technicien supérieur » in *Revue française de pédagogie*, n° 167, pp. 37-45.
- Orange S. (2013), *L'autre enseignement supérieur. Les BTS et la gestion des aspirations scolaires*, Paris, PUF, Coll. « Education & Société », 228 p.
- Perret C. (2007), *Les déterminants de la mobilité régionale des bacheliers entrant à l'université*. Les documents de travail de l'IREDU, <http://www.u-bourgogne.fr/iredu>
- Roques J.-L. (2004), *La petite ville et ses jeunes?* Préface de Dubet F., Paris, L'Harmattan. 240 p.
- Rougé L. et Didier-Fèvre C (2013), « Les jeunes dans les espaces périurbains » in *Les cahiers de l'AUDAP*, n° 5, p. 13. http://www.audap.org/downloads/files/cahiers_audap_5_BD.pdf
- Urbain J.-D. (2002), *Paradis verts. Désirs de campagne et passions résidentielles*, Payot, Paris, 392 p.
- Vouillot F. (2007), « L'orientation aux prises avec le genre » in *Travail, Genre et Sociétés*, n° 18, pp. 87-108